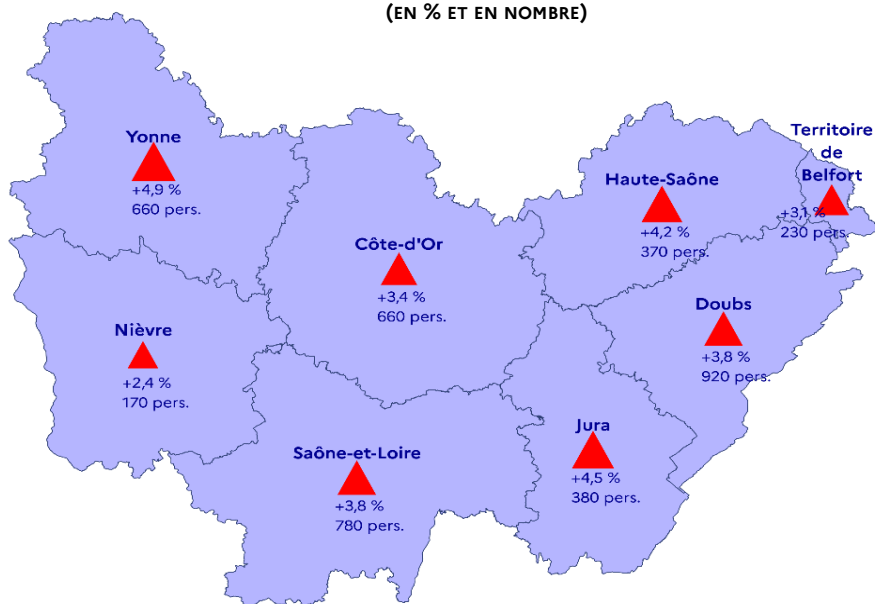


MARCHÉ DU TRAVAIL, ÉCONOMIE ET SOLIDARITÉS

RÉGION BOURGOGNE - FRANCHE-COMTÉ

ÉVOLUTION DE LA DEMANDE D'EMPLOI (CAT. A) AU 4^{ÈME} TRIMESTRE 2025
(EN % ET EN NOMBRE)



France métropolitaine : Evolution DEFM Cat. A :
+ 2,8 % par rapport au 3^{ème} trimestre 2025

Source : France Travail-Dares, STMT

► CHIFFRES CLÉS

● INSCRITS À FRANCE TRAVAIL

(DONNÉES CVS)

Cat. A : **113 420** (+ 3,8 % sur un trim.)
Cat. B, C : **94 190** (- 1,9 % sur un trim.)
Cat. A, B, C : **207 610** (+ 1,1 % sur un trim.)
Cat. A,B,C,D,E : **232 910** (+ 0,6 % sur un trim.)

(DONNÉES BRUTES)

Cat. F : **14 505**
Cat. G : **21 882**

● TAUX DE CHÔMAGE (DONNÉES CVS)

6,9 % au 3^{ème} trimestre 2025
+ 0,1 pt par rapport au 2^{ème} Trim. 2025
(France métropolitaine : 7,5 % ; + 0,1 pt)

● EMPLOI SALARIÉ

989 450 au 3^{ème} trimestre 2025
- 0,3 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2025

● RECOURS À L'INTÉRIM

32 170 intérimaires au 3^{ème} trimestre 2025
- 1,0 % par rapport au 2^{ème} Trim. 2025

Au troisième trimestre 2025

L'emploi salarié (privé et public) diminue de nouveau dans la région (-0,3 %), soit 2 830 emplois en moins par rapport au 2^{ème} trimestre. Au niveau national, l'emploi est quasi-stable depuis 2024. Le secteur privé perd plus de 2 700 emplois (-0,4 %) et les effectifs dans le secteur public stagnent. Une part importante de ce recul tient à un effet de calendrier lié à l'agriculture. En raison de vendanges précoces en 2025, les effectifs agricoles apparaissent artificiellement bas fin septembre. Dans les services marchands hors intérim, les effectifs diminuent. Seuls l'hébergement-restauration, les services financiers et les services aux entreprises parviennent à maintenir leurs effectifs. L'activité de la construction marque de nouveau un repli (-0,2 %). Après de légères baisses puis une quasi-stabilité ce trimestre, l'emploi industriel continue de s'éroder lentement et demeure à un niveau très bas. En revanche, l'emploi dans le commerce se maintient, après trois trimestres de diminution. L'embellie observée dans l'intérim au 2^{ème} trimestre ne se confirme pas ce trimestre.

Au quatrième trimestre 2025

Le volume d'heures autorisées au titre de l'activité partielle, qui traduit les anticipations de difficultés par les employeurs, augmente par rapport au 3^{ème} trimestre 2025. Les défaillances d'entreprises dépassent leur niveau du 4^{ème} trimestre 2024, tandis que le nombre d'emplois menacés reste inférieur. Les créations d'entreprises (hors micro-entrepreneurs) reculent pour le deuxième trimestre consécutif, tout en demeurant supérieures à leur niveau d'il y a un an. Sur le marché du travail, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (sans activité) augmente de 3,8 % par rapport au trimestre précédent, une hausse plus marquée que la moyenne nationale (+2,8 %). Cette évolution ne traduit pas nécessairement une dégradation de la situation du marché du travail, mais résulte de changements dans les règles de gestion des inscriptions et de l'actualisation. L'inscription automatique des bénéficiaires du RSA et des jeunes en parcours d'insertion entraîne mécaniquement une hausse du nombre d'inscrits. De plus, la réduction des radiations administratives, liée au nouveau régime de sanctions, accentue ce mouvement.

Directeur de la publication : Simon-Pierre Eury

Conception et réalisation : Service Études Statistiques Évaluation (SESE)

Direction Régionale de l'Économie, de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DREETS)
de Bourgogne-Franche-Comté - 5 place Jean Cornet - 25041 Besançon Cedex

www.bourgogne-franche-comte.dreets.gouv.fr

Pour toute demande d'information : dreets-bfc.statistiques@dreets.gouv.fr

4^{ème} Trimestre 2025

Les inscrits à France Travail

Tenus de rechercher un emploi

	T4 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	113 420	+3,8	+6,8
Catégories B, C	94 190	-1,9	+0,7
Catégories A, B, C	207 610	+1,1	+3,9
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours	170 520	+0,8	+2,4
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie A	3 132 500	+2,8	+7,1
Catégories B, C	2 334 300	-1,3	+2,0
Catégories A, B, C	5 466 800	+1,0	+4,9
Catégories A, B, C hors RSA, hors jeunes en parcours*	4 689 800	+1,1	+3,7

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

* données France entière

Catégories A, B, C, D, E, F et G : quelle différence ?
Cat. A : personne sans emploi, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
Cat. B : personne ayant exercé une activité réduite de 78 heures maximum par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.
Cat. C : personne ayant exercé une activité réduite de plus de 78 heures par mois, tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi.

Pour en savoir plus : [Les inscrits à France Travail | DARES](#)

Non tenus de rechercher un emploi

	T4 2025	Var. (en %) sur	
		1 trim.	1 an
Bourgogne-Franche-Comté :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	12 300	-10,2	-5,1
Catégorie E	13 000	+2,8	+0,1
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	14 505	/	/
Catégorie G	21 882	/	/
France métropolitaine :			
<i>Données CVS-CJO</i>			
Catégorie D	332 000	-4,1	-0,6
Catégorie E	371 600	+0,3	-5,6
<i>Données brutes</i>			
Catégorie F	249 200	/	/
Catégorie G	739 500	/	/

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Cat. D : personne sans emploi, qui n'est pas immédiatement disponible, et qui n'est pas tenue d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (demandeurs d'emploi en formation, en maladie, etc...).

Cat. E : personne en emploi, non tenue de faire des actes positifs de recherche d'emploi (créateurs d'entreprise, bénéficiaires de contrats aidés...).

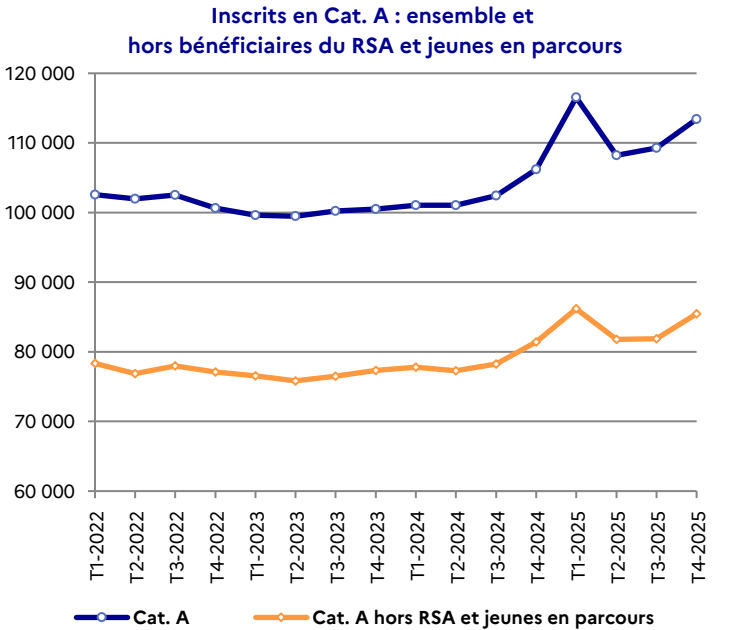
Cat. F : personne en accompagnement social.

Cat. G : regroupe l'ensemble des bénéficiaires du RSA, en attente d'orientation, qui n'étaient pas inscrits avant le 1er janvier 2025.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A

<i>Données CVS-CJO</i>	BFC		France	
	T4 2025	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 trim.	Var. (en %) sur 1 an
Catégorie A				
Hommes	59 780	+3,8	+6,7	+2,9
< 25 ans	10 550	+3,4	+24,7	+1,8
25 - 49 ans	33 250	+4,8	+4,7	+3,8
50 ans ou plus	15 980	+2,0	+1,2	+1,7
Femmes	53 640	+3,8	+6,9	+2,8
< 25 ans	8 800	+3,4	+22,4	+2,0
25 - 49 ans	30 230	+4,2	+4,9	+3,2
50 ans ou plus	14 610	+3,3	+3,0	+1,2
Total	113 420	+3,8	+6,8	+2,8
< 25 ans	19 350	+3,4	+23,6	+1,9
25 - 49 ans	63 480	+4,5	+4,8	+3,5
50 ans ou plus	30 590	+2,6	+2,1	+1,4

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares



Avertissement évolution des règles d'actualisation et des sanctions :

Au premier semestre 2025, les évolutions sont affectées par des changements dans les règles d'actualisation et l'entrée en vigueur du décret relatif aux sanctions. Entre le 1er et le 2e trimestre 2025, les changements des règles d'actualisation ont un impact à la baisse sur le nombre d'inscrits en catégorie A, un impact à la hausse sur les effectifs en catégories B et C, ainsi que sur les sorties des catégories A, B, C. En juin 2025, le décret relatif aux sanctions applicables aux inscrits à France Travail en cas de manquement à leurs obligations est entré en vigueur. Sans la mise en application de ce décret, le nombre moyen d'inscrits en catégories A et A, B, C aurait été moins élevé.

Caractéristiques des inscrits en Cat. A, B, C

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Hommes	103 200	+1,1	+4,5	+1,1	+5,7
< 25 ans	16 520	+2,0	+18,2	+1,4	+18,0
25 - 49 ans	59 880	+1,1	+2,8	+1,3	+4,4
50 ans et plus	26 800	+0,5	+1,1	+0,6	+2,3
Femmes	104 400	+1,1	+3,3	+1,0	+4,1
< 25 ans	14 460	+2,0	+15,7	+1,6	+16,8
25 - 49 ans	59 910	+1,1	+1,7	+1,1	+2,9
50 ans et plus	30 040	+0,7	+1,3	+0,5	+0,9
Total	207 610	+1,1	+3,9	+1,0	+4,9
< 25 ans	30 980	+2,0	+17,0	+1,5	+17,4
25 - 49 ans	119 790	+1,1	+2,3	+1,2	+3,6
50 ans et plus	56 840	+0,6	+1,2	+0,5	+1,6

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Ancienneté d'inscription

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Moins de 1 an	113 270	-0,3	+1,1	-0,3	+2,6
DELD :					
1 à 2 ans	43 940	+4,6	+12,1	+4,4	+11,8
2 à 3 ans	19 300	+2,7	+6,7	+1,4	+7,0
3 ans et plus	31 100	+0,8	+2,1	+1,3	+3,1
Total DELD	94 330	+2,9	+7,5	+2,7	+7,8
Part des DELD	45,4%	+0,8 pt	+1,5 pt	+0,7 pt	+1,2 pt

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares

Les flux d'entrées à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Fin de contrat	2 790	+2,2	-18,7	+3,8	-15,3
Fin de mission d'intérim	1 170	+28,6	-22,0	+25,7	-22,1
Démission	950	+10,5	-13,6	+8,2	-13,1
Rupture conventionnelle	1 130	+3,7	-7,4	+0,3	-11,3
Licenc. économique	410	0,0	0,0	+6,7	-2,1
Autre licenciement	1 180	+10,3	-0,8	+7,7	-0,3
Première entrée sur le marché du travail ⁽¹⁾	690	-26,6	-26,6	-22,1	-22,9
Retour d'inactivité ⁽²⁾	3 180	+5,3	-11,7	+0,1	-11,8
Réinscription rapide ⁽³⁾	2 490	-11,1	-25,0	-7,3	-22,9
Autres motifs ⁽⁴⁾	13 660	+41,0	+798,7	+38,5	+756,8
Motif indéterminé	2 340	-29,9	+33,7	-22,9	+50,9
Total	29 990	+11,7	+50,0	+11,6	+53,1

(1) Inscription à France Travail d'une personne qui se présente pour la première fois sur le marché du travail, notamment lorsqu'elle vient d'achever ses études ou lorsqu'elle était auparavant inactive.

(2) Recherche d'un emploi après une période d'inactivité, fin de maladie ou de maternité, fin de formation.

(3) Réinscription après une sortie de courte durée (suite à un défaut d'actualisation, une radiation administrative, une période d'inactivité...).

(4) Fin d'activité non salariée, retour en France, recherche d'un autre emploi. Inclut depuis janvier 2025 les motifs d'entrée des publics "loi pour le plein emploi" (demande de RSA, parcours contractualisé en mission locale, Cap'Emploi).

Les flux de sorties à France Travail par motif

Données CVS-CJO	BFC			France	
	T4	Var. (en %) sur		Var. (en %) sur	
	2025	1 trim.	1 an	1 trim.	1 an
Catégories A, B, C					
Reprise d'emploi déclarée ⁽¹⁾	2 610	+9,2	+16,0	+3,2	+3,1
Entrée en stage ou formation	1 490	-26,2	-26,6	-12,4	-12,1
Arrêt de recherche (maternité, maladie, retraite)	1 990	+6,4	+6,4	+7,6	+5,9
Cessation d'inscription pour défaut d'actualisation ⁽²⁾	20 620	+22,9	+121,7	+21,4	+131,6
Radiation administrative	80	-11,1	-95,4	+10,0	-95,2
Autre cas ⁽³⁾	3 030	+16,5	+89,4	+12,4	+63,6
Total	29 830	+15,8	+58,8	+15,1	+59,1

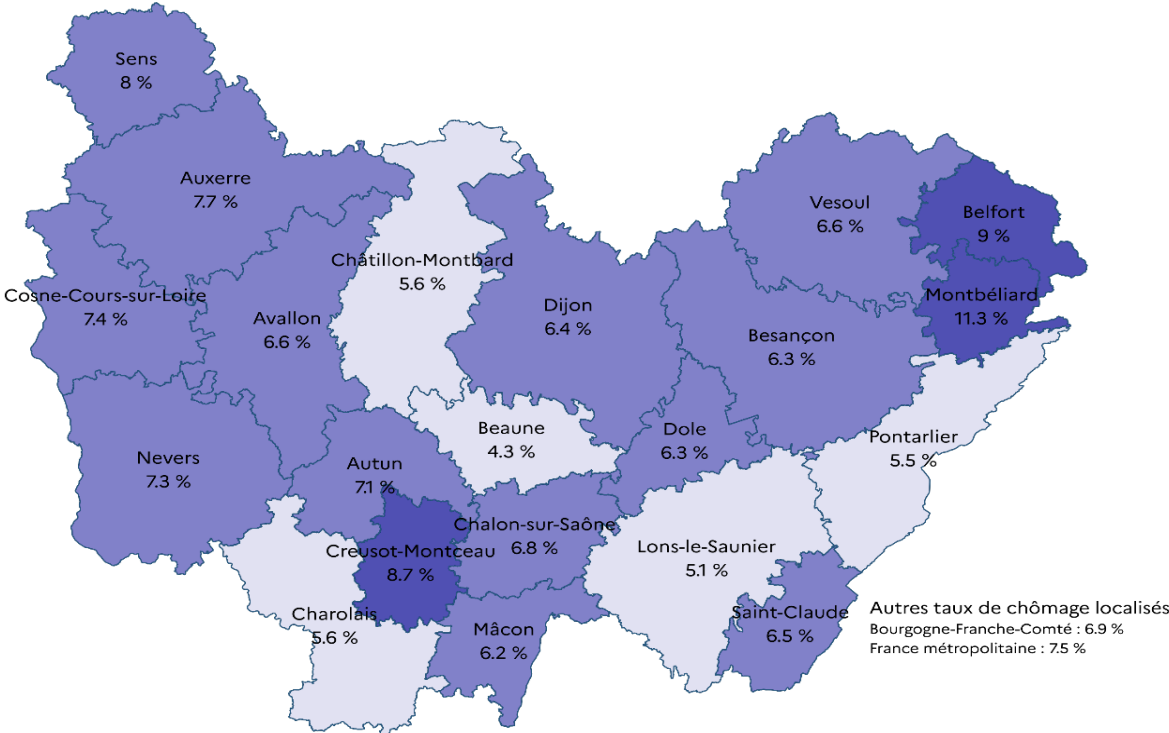
(1) Uniquement celles connues par France Travail. Une mesure plus complète des sorties pour reprise d'emploi est donnée par l'enquête Sortants.

(2) À partir de janvier 2025, les défauts d'actualisation regroupent les défauts d'actualisation des publics "loi pour le plein emploi" et les cessations d'inscription historiques pour défaut d'actualisation

(3) Déménagement, titre de séjour non valide, absence du lieu de résidence supérieure à 35 jours, etc.

Le taux de chômage par zone d'emploi

Taux de chômage localisés en moyenne sur le 3^{ème} trimestre 2025



Source : insee, Taux corrigés des variations saisonnières

Les contrats aidés, l'alternance et l'insertion

Les salariés présents dans les dispositifs

Les entrées dans les dispositifs

Données provisoires	BFC			France
	T4	Cumul	Var.(%)/	
	2025	2025	cumul 24	
				Var.(%)/ cumul 2024
Mesures d'accompagnement :				
PACEA	3 534	11 711	+20,2	+17,4
dt résidents QPV	578	1 081	-28,9	n.d.
CEJ*	2 784	11 174	+6,4	n.d.
Contrats aidés (prescriptions) :				
PEC dont :	198	864	-57,3	-47,9
jeunes	70	293	-49,6	-60,8
seniors	49	268	-57,9	-42,1
bénéficiaires RSA	65	235	-54,7	-33,1
DELD	90	397	-63,7	-42,1
TH	45	180	-55,7	-63,6
résidents QPV	28	113	-55,0	-36,7
résidents ZRR	62	311	-59,6	-31,7
Alternance :				
Contrat apprentissage (au 3T 2025)				
- secteur public	698	713	-14,3	-8,6
- secteur privé	22 234	24 520	-2,0	-3,2

Les données France sont des données France entière

nd : non disponible

* Données arrêtées à la semaine 52

s : secret statistique

Moyenne trimestrielle Données provisoires	BFC		France
	T4	Var.(%)/	
	2025	T4 2024	
			Var.(%)/ T4 2024
Contrats aidés (conventions initiales + avenants) :			
PEC	471	-69,3	-51,9
Mesures d'accompagnement :			
PACEA	10 961	+28,1	+19,6
CEJ*	4 295	-2,8	+3,5
IAE (au 2T 2025)	8 035	-3,3	-4,2
dont ACI	3 183	-3,4	-2,6
dont AI	2 767	-3,8	-9,1
dont EI	1 075	-3,2	-1,9
dont ETTI	1 010	-1,8	-1,4

nd : non disponible

Sources des tableaux :

Entrées :

PEC (Parcours Emploi Compétence) : ASP ; traitement Dares, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA (Parcours Contractualisé d'Accompagnement vers l'Emploi et l'Autonomie) : ARML (Agence Régionale des Missions Locales) de Bourgogne-Franche-Comté, i-milo et DGEFP

CEJ (Contrat d'engagement jeune) : DGEFP

Contrat d'apprentissage : DARES-Système d'information sur l'apprentissage (SIA) au lieu de l'établissement employeur

IAE : ASP, traitement Dares

Stock :

PEC : ASP ; traitement Dares, calculé au lieu d'exécution du contrat

PACEA et CEJ : ARML de Bourgogne-Franche-Comté

IAE : ASP, traitement Dares

Les entrées dans l'Insertion par l'Activité Economique

Données provisoires	BFC			France
	T2 2025	Cumul 2025	Var.(%)/ cumul 24	Var.(%)/ cumul 2024
IAE	2 434	4 536	-6,7	-7,0
dont ACI	922	1 705	+1,8	-7,2
dont AI	763	1 432	-9,5	-11,1
dont EI	324	594	-6,6	-3,8
dont ETTI	425	805	-16,8	-3,2

Source : ASP, traitement Dares
IAE : Insertion par l'Activité Economique
ACI : Ateliers et Chantiers d'insertion
AI : Associations Intermédiaires
EI : Entreprises d'insertion
ETTI : Entreprises de Travail Temporaire d'Insertion

► De nombreuses mesures existent pour encourager l'emploi à destination des entreprises ou des personnes en difficulté et les dispositifs présentés ici n'en représentent qu'une partie.
Il est d'usage de distinguer :

✓ Les dépenses ciblées en faveur du marché du travail pour assurer le financement des services assurés par les organismes destinés aux chômeurs (France Travail, Missions locales...), la formation professionnelle, les contrats aidés, les mesures à destination des travailleurs handicapés, les aides à la création d'entreprise pour les chômeurs, l'indemnisation du chômage...

✓ Les dépenses générales en faveur de l'emploi qui ne s'adressent pas spécifiquement à des personnes en difficulté sur le marché du travail mais le plus souvent à des entreprises à travers la réduction du coût du travail par des allègements de cotisations sociales ou fiscaux.

Les dépenses sociales à la lisière des politiques d'emploi qui comportent une dimension "d'activation" peuvent compléter ces politiques (RSA, AAH)

En 2023, la dépense pour l'emploi en France a été de 190 milliards d'euros. Les mesures d'incitation à l'embauche représentent la moitié de la dépense avec 95 Md. Le versement d'allocations chômage et d'activité partielle a représenté 47 Md d'euros. Les dépenses de formation et d'incitation à l'activité ont été respectivement de 29 et 16 Md d'euros.

Dépenses en faveur de l'emploi et du marché du travail en 2023

Les entreprises

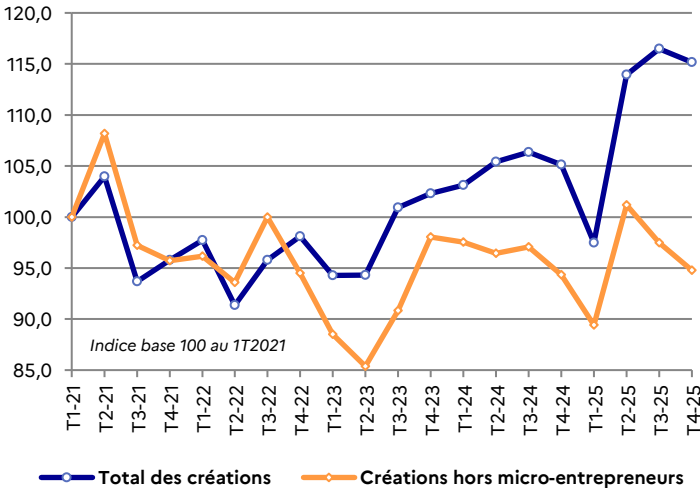
Créations d'entreprises

Données brutes	BFC	
	T4 2025	Evol./T4 2024 (en %)
Créations d'entreprises		
Nombre de créations d'entreprises	8 983	+10,3
dont :		
Entreprises individuelles	1 009	-0,6
Micro-entrepreneurs	6 086	+14,5
Sociétés	1 888	+3,9
Nombre de créations d'entreprises hors micro-entrepreneur	2 897	+2,3
dont :		
Industrie	349	-22,8
Construction	217	+13,0
Commerce	548	+1,7
Services	1 783	+8,1
Total des créations sur 12 mois glissés	11 641	+0,2

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.
Source : INSEE-REE (Répertoire des Entreprises et des Établissements - Sirene).

Avertissement : Depuis la publication de janvier 2022, les créations d'entreprises sont calculées selon un dispositif rénové. Il en résulte un relèvement, en niveau, de l'historique des créations d'entreprises.
Pour en savoir plus : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/6327330#documentation>.

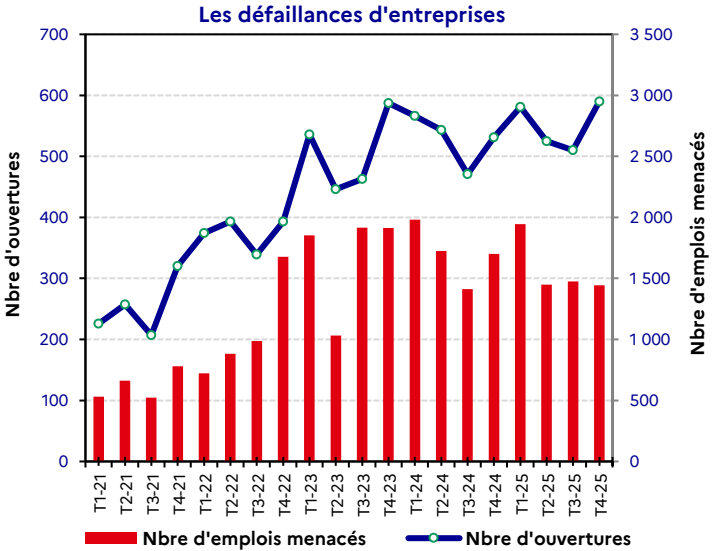
Evolution des créations d'entreprises (données CVS)



Défaillances d'entreprises

Ouvertures de procédures		BFC	
		T4 2025	Evol./T4 2024
		(en %)	
Nombre d'ouvertures de procédures		590	+11,1
dont :	Sauvegardes	18	+5,9
	Redressements judiciaires	207	+11,9
	Liquidations judiciaires directes	365	+10,9
dont :	PME de 50 sal. et plus	s	s
Nombre d'emplois menacés		1 443	-15,2
dont :	Agriculture	37	+37,0
	Industrie	466	+90,2
	Construction	256	+7,6
	Commerce	156	-37,6
	Services	528	-43,9
Total des ouvertures sur 12 mois glissés		2 206	+4,5

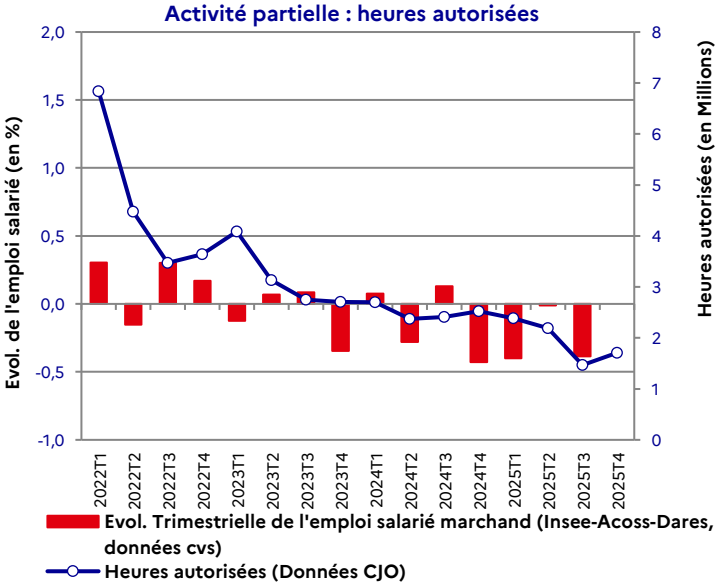
Source : Société ALTARES-BODACC/Traitement Dreets BFC-SESE
n.s. : non significatif
s : secret statistique



Activité partielle

Heures autorisées		BFC	
		T3 2025	T4 2025
Nombre de demandes en cours		301	359
Volume d'heures autorisées		1 466 560	1 707 701
dont :	Agriculture	192	4 410
	Industrie	1 328 753	1 490 125
	Construction	40 446	10 775
	Commerce	7 533	14 299
	Services	89 636	188 092
Etablissements autorisés		257	286
dont :	étabs de 50 sal. et plus	62	79
Nombre de salariés concernés**		14 075	11 733
Total heures autorisées 12 mois glissés		8 562 460	7 749 245

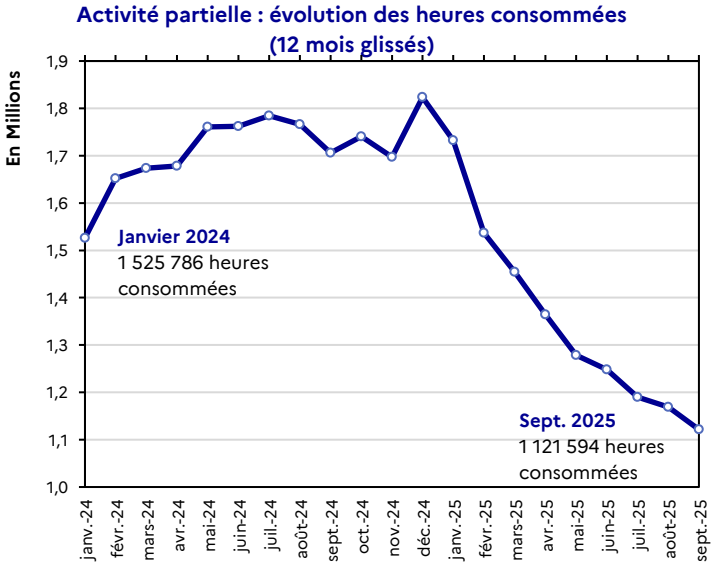
Source : DARES/Dreets BFC
* corrigées des effets des jours ouvrables
** en moyenne sur le trimestre



Heures consommées		BFC	
		T2 2025	T3 2025
Nombre d'heures consommées*		242 484	102 441
dont :	Agriculture	147	0
	Industrie	186 054	79 943
	Construction	10 177	4 794
	Commerce	4 088	2 476
	Services	42 019	15 228
Etabs ayant consommé des heures		263	157
dont :	étabs de 50 sal. et plus	51	31
Nombre de salariés concernés**		2 868	1 292
Total heures consommées 12 mois glissés		1 248 156	1 121 594

Source : DARES/Dreets BFC
* un trimestre de recul est nécessaire pour disposer de données de consommation suffisamment consolidées. En raison d'une mise à jour en continu des informations, les données mensuelles sont encore modifiées à la marge après cette date.
** en moyenne sur le trimestre

Avertissement : Les consommations d'activité partielle sont provisoires et susceptibles d'être révisées



L'emploi salarié

Effectifs salariés par secteur d'activité

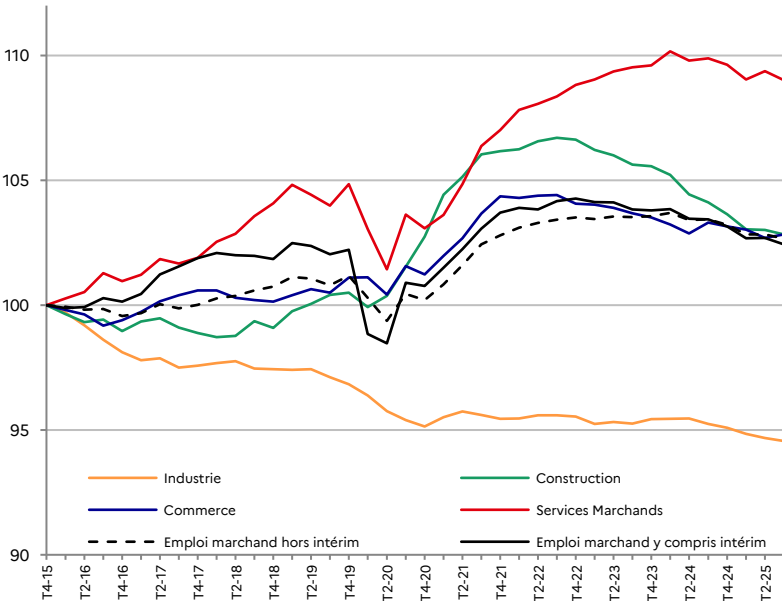
Avertissement :
Les estimations trimestrielles d'emploi sont révisées sur le passé car elles bénéficient de plusieurs changements méthodologiques. Les alternants sont désormais inclus explicitement dans les statistiques d'emploi salarié. Pour en savoir plus :
https://www.insee.fr/fr/statistiques/documentation/Emploi_note_methodo_mai_2022.pdf

Bourgogne - Franche-Comté 3 ^{ème} trimestre 2025 (Données CVS)	Emploi hors intérim					Emploi y compris intérim (1)				
	Nombre de salariés	Evolution				Nombre de salariés	Evolution			
		Trimestrielle		Annuelle			Trimestrielle		Annuelle	
		en nbre	en %	en nbre	en %		en nbre	en %	en nbre	en %
Agriculture	19 720	-930	-4,5	-1 840	-8,5	19 840	-960	-4,6	-2 030	-9,3
Industrie	166 370	-200	-0,1	-1 190	-0,7	182 360	-430	-0,2	-1 560	-0,8
Industrie agro-alimentaire	28 530	+170	+0,6	+530	+1,9	31 130	+40	+0,1	+280	+0,9
Industries extractives, énergie, eau, déchets	12 090	-10	-0,1	+120	+1,0	12 660	-10	-0,1	+80	+0,6
Equipements élec. électron. info., autres machines	22 720	+30	+0,1	-140	-0,6	25 090	+90	+0,4	+130	+0,5
Matériels de transport	19 610	-160	-0,8	-650	-3,2	22 560	-200	-0,9	-580	-2,5
Autres (bois, métallurgie, plasturgie, pharmacie, ...)	83 420	-230	-0,3	-1 060	-1,3	90 920	-350	-0,4	-1 470	-1,6
Construction	52 820	-90	-0,2	-660	-1,2	56 570	-160	-0,3	-760	-1,3
Commerce ; réparation auto.	125 390	+160	+0,1	-580	-0,5	127 770	+180	+0,1	-850	-0,7
Services marchands	240 640	-790	-0,3	-1 950	-0,8	248 510	-1 080	-0,4	-2 580	-1,0
Transports et entreposage	49 650	-130	-0,3	-470	-0,9	52 840	-200	-0,4	-390	-0,7
Hébergement et restauration	37 230	+10	+0,0	+340	+0,9	37 530	-10	-0,0	+300	+0,8
Information et communication	8 830	-160	-1,8	-370	-4,0	8 900	-170	-1,9	-370	-4,0
Services financiers	21 390	0	-0,0	-100	-0,5	21 480	-30	-0,1	-120	-0,6
Services immobiliers	6 790	-60	-0,9	-290	-4,1	6 860	-70	-0,9	-290	-4,1
Services aux entreprises	75 880	-70	-0,1	-570	-0,7	79 870	-230	-0,3	-1 170	-1,4
Services aux ménages	40 860	-370	-0,9	-490	-1,2	41 030	-380	-0,9	-530	-1,3
Services non marchands	353 560	-360	-0,1	-990	-0,3	354 400	-380	-0,1	-1 080	-0,3
Ensemble	958 510	-2 210	-0,2	-7 200	-0,7	989 450	-2 830	-0,3	-8 860	-0,9
dont privé						743 040	-2 710	-0,4	-8 750	-1,2
dont public						246 410	-110	-0,0	-110	-0,0

Champ : emploi salarié total (marchand et non marchand)
Source emploi : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - Source Intérim : Dares, déclaration sociale nominative (DSN)
Traitement : Dreets BFC- SESE
(1) Il s'agit des effectifs intérimaires employés par les agences de travail temporaire de la région qui sont affectés dans le secteur dans lequel ils effectuent leur mission. Cette mission peut être réalisée en dehors ou non du périmètre régional. Cette définition permet notamment de faire le lien avec l'évolution du chômage.

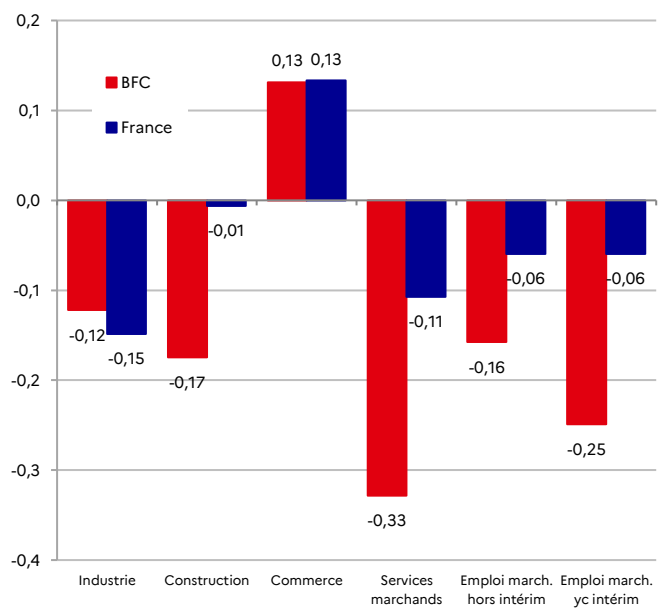
Evolution de l'emploi salarié marchand (hors agriculture)

• dans les secteurs d'activité de la région
(base 100 au 31/12/2015)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

• dans la région et au niveau national
(entre le 2^{ème} et le 3^{ème} trim. 2025, en %)



Source : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee. Données CVS. Les données sectorielles sont hors intérim.

Les Mouvements de Main-d'Œuvre

Bourgogne -Franche-Comté	Industrie	Construction	Commerce	Services	Ensemble
3 ^{ème} trimestre 2025					
Embauches	14 530	6 942	29 287	174 655	225 414
Répartition en %	6,4	3,1	13,0	77,5	100,0
dont en % :					
CDD	68,7	67,6	74,1	88,9	85,0
< 25 ans	55,6	60,9	66,4	35,7	41,7
25 - 49 ans	32,8	30,8	24,6	41,8	38,6
50 - 54 ans	4,5	3,4	2,6	7,5	6,5
55 ans ou plus	6,8	4,2	6,1	15,0	13,0
Femmes	39,5	10,3	53,0	64,3	59,5
Sorties	15 196	7 013	32 155	182 168	236 532
Répartition en %	6,7	3,1	14,3	80,8	100,0
dont en % :					
Fins de CDD	58,9	57,0	68,3	86,0	81,0
dont CDD < 1 mois	30,3	18,3	49,1	79,8	72,7
Démissions	15,7	18,8	15,2	6,5	8,6
Licenciements économiques	0,9	1,1	0,5	0,3	0,4
Licenc. non économiques	8,4	8,2	4,9	2,5	3,4
Retraite	3,9	2,3	1,0	0,6	0,9
Ruptures Conventionnelles	4,3	5,3	2,6	1,0	1,6
< 25 ans	50,3	52,7	64,6	35,0	40,5
25 - 49 ans	32,8	35,2	25,2	42,0	38,9
50 - 54 ans	4,8	4,0	2,9	7,4	6,5
55 ans ou plus	12,0	7,9	7,2	15,6	14,0
Femmes	39,0	9,9	53,7	64,2	59,5

Source : Dares, MMO-données brutes

Lecture : Au 3^{ème} trimestre 2025 parmi les embauches dans l'industrie 68,7 % sont des CDD. Les licenciements économiques représentent 0,9 % des sorties des salariés de l'industrie contre 0,4 % tous secteurs confondus.

Les mouvements de main-d'œuvre (MMO) recensent l'ensemble des embauches et des fins de contrats de travail au niveau des établissements. Ils permettent de mesurer les entrées et les sorties selon le type de contrat, la durée des contrats et les motifs de sorties.

La source : les déclarations sociales nominatives (DSN)

Le champ : établissements employeurs (1 salarié et plus) du champ privé hors agriculture, hors contrats intérimaires et hors particuliers employeurs

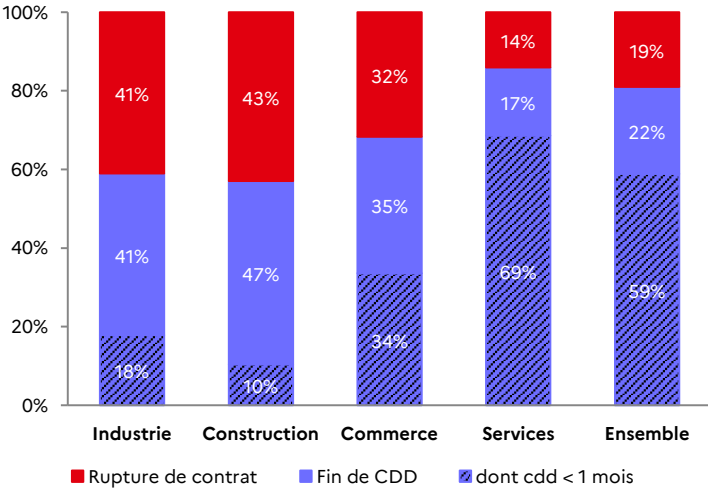
Précautions d'utilisation

L'écart entre les entrées et les sorties mesuré chaque trimestre via les mouvements de main-d'œuvre ne correspond pas à la variation trimestrielle issue des estimations d'emploi produites par l'Insee, en collaboration avec l'Acoss et la Dares (cf. rubrique "emploi salarié" de cette publication).

Pour en savoir plus :

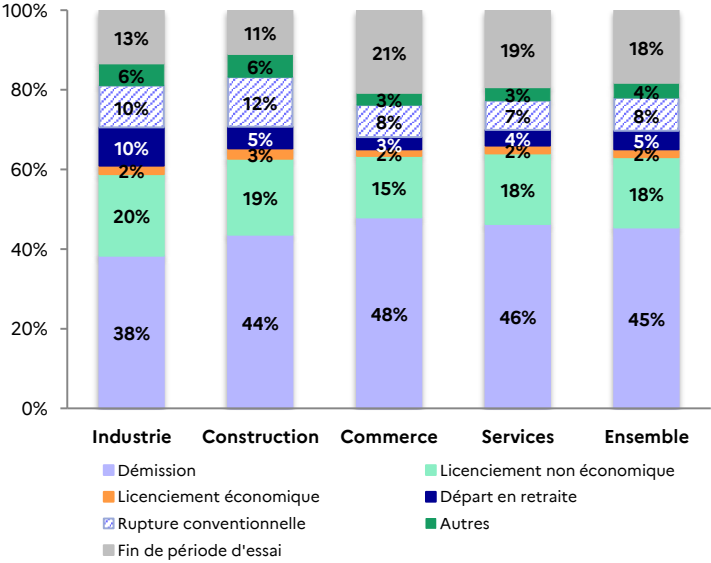
<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/les-mouvements-de-main-doeuvre>

Les motifs de sorties des salariés



Lecture : dans le commerce, 34 % des sorties sont des CDD de moins d'un mois arrivés à terme.

Les ruptures de contrats de travail selon les principaux motifs (hors fins de CDD)



Lecture : dans l'industrie, 38 % des contrats ont pris fin suite à une démission.

Bourgogne -Franche-Comté	< 25 ans	25 - 49 ans	50 - 54 ans	55 ans ou plus	Femmes	Femmes de - de 25 ans
3 ^{ème} trimestre 2025						
Actifs en emploi (en %)	11,4	56,9	13,6	18,0	52,0	29,5
Embauches	94 025	87 094	14 758	29 211	134 226	53 920
dont en % :						
CDD	86,5	80,9	86,1	91,8	87,9	88,5
Sorties	95 859	92 017	15 481	33 050	140 780	56 009
dont en % :						
Fins de CDD	84,7	76,5	81,4	82,4	84,6	86,6
dont CDD < 1 mois	60,3	79,5	85,7	86,2	77,0	67,0
Démissions	7,3	11,8	7,4	4,1	7,4	6,6
Licenciements économiques	0,0	0,5	0,9	0,6	0,3	0,0
Licenc. non économiques	3,5	3,5	3,5	2,5	2,6	2,9
Retraite	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	0,0
Ruptures Conventionnelles	0,5	2,7	2,2	1,4	1,3	0,4

Source : Dares, MMO ; Insee-RP 2022, actifs en emploi de 15 ans ou plus (hors agriculture)

Lecture : parmi les personnes 55 ans ou plus nouvellement embauchées, 91,8 % ont signé un CDD.

Le recours à l'intérim

Le travail intérimaire par secteur d'activité utilisateur

Bourgogne - Franche-Comté	Intérimaires en fin de trimestre ⁽¹⁾		Recours à l'intérim ⁽²⁾		Equivalent temps plein en moyenne sur le trimestre ⁽³⁾			Durée moyenne des missions ⁽⁴⁾	
	Nombre	Evolution		Taux (en %)	Evol. annuelle (en points)	Nombre	Evolution		au cours du trimestre (en semaines)
		Trim. (en %)	Annuelle (en %)				Trim. (en %)	Annuelle (en %)	
3 ^{ème} trimestre 2025 <small>(Données CVS)</small>									
Agriculture	110	-24,0	-67,3	0,6	-1,0	160	-11,1	+14,3	1,6
Industrie	16 420	-0,9	-1,0	9,0	-0,0	16 080	-0,9	-0,8	2,8
Construction	3 890	-2,3	-4,9	6,9	-0,2	3 770	-1,0	-5,0	3,2
Commerce	2 620	+1,8	+0,1	2,0	+0,0	2 760	+1,5	+3,0	1,5
Services	9 130	-1,0	-3,4	3,7	-0,1	9 410	+1,1	-3,9	1,2
Ensemble	32 170	-1,0	-2,8	5,0	-0,1	32 190	-0,2	-1,8	2,0

Note : Il s'agit des effectifs intérimaires présents dans les établissements utilisateurs du département, qu'ils résident ou non dans le département. Cette définition permet d'appréhender l'intérim comme un indicateur avancé de la situation économique des établissements du département et des grands secteurs d'activités.

(1) moyenne du nombre de contrat en cours pendant cinq jours ouvrés en fin de trimestre. L'effectif intérimaire est corrigé de la multi - activité.

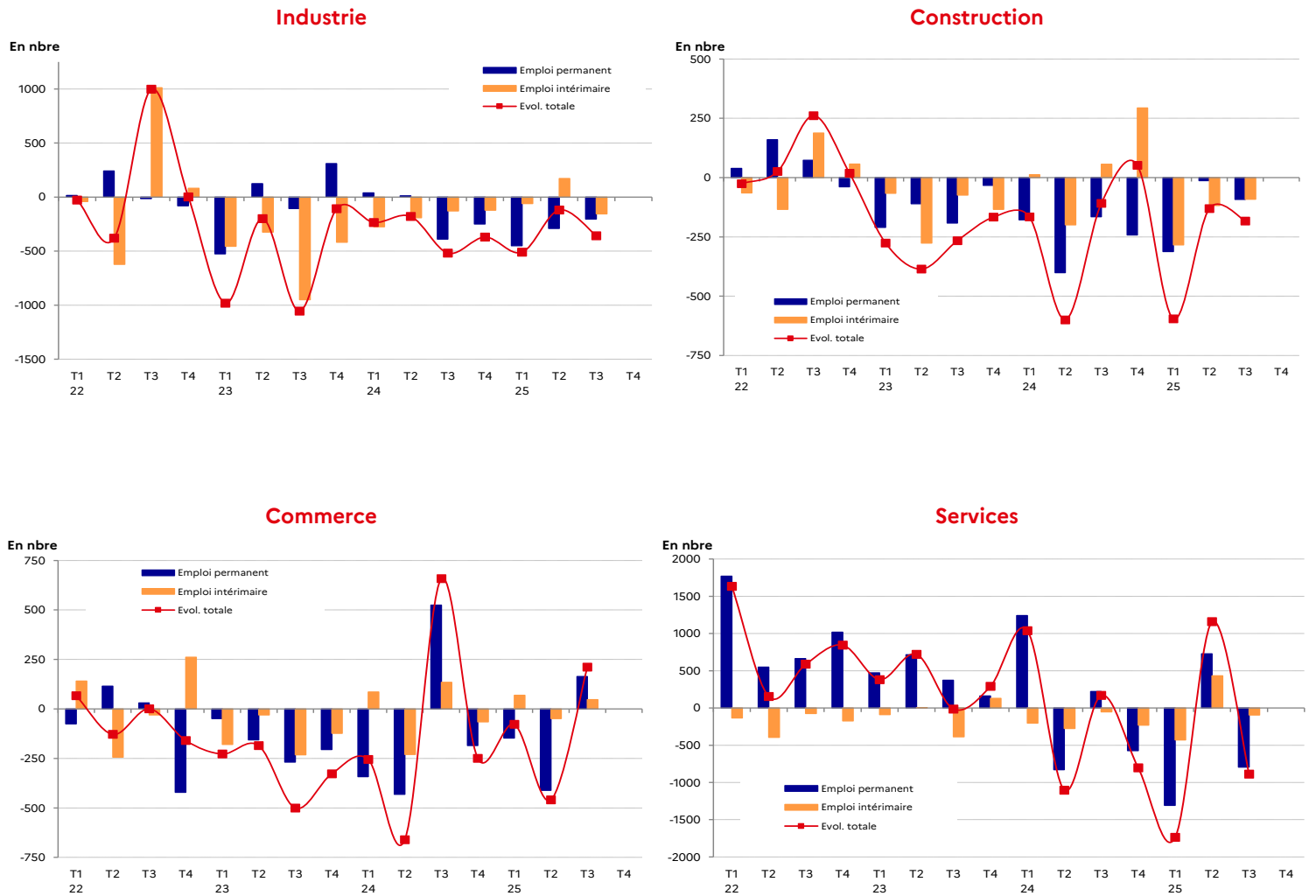
(2) le taux de recours à l'intérim désigne le rapport des intérimaires à l'emploi salarié (Source : Insee, Estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee) y compris intérim, en fin de trimestre.

(3) l'équivalent temps plein mesure un volume de travail en intérim en rapportant le nombre de semaines travaillées par les intérimaires au nombre de semaines ouvrées d'un trimestre. Il s'agit d'une moyenne sur le trimestre, contrairement au nombre d'intérimaires qui est en fin de trimestre.

(4) moyenne de la durée des missions dont la date de fin appartient au trimestre.

Sources : Dares, déclaration sociale nominative (DSN) et fichiers France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

Evolution de l'emploi salarié et de l'intérim par secteur d'activité



Note : Ces graphiques représentent

- l'évolution de l'emploi salarié marchand (en nombre) --> courbe rouge
- et sa décomposition entre emploi permanent (hors intérim, bâton en bleu) et intérim mesuré à l'établissement utilisateur (bâton en orange)

Sources : Acooss-Urssaf/Dares, déclarations sociales nominatives (DSN) et fichiers de France Travail des déclarations mensuelles des agences d'intérim.

L'emploi frontalier

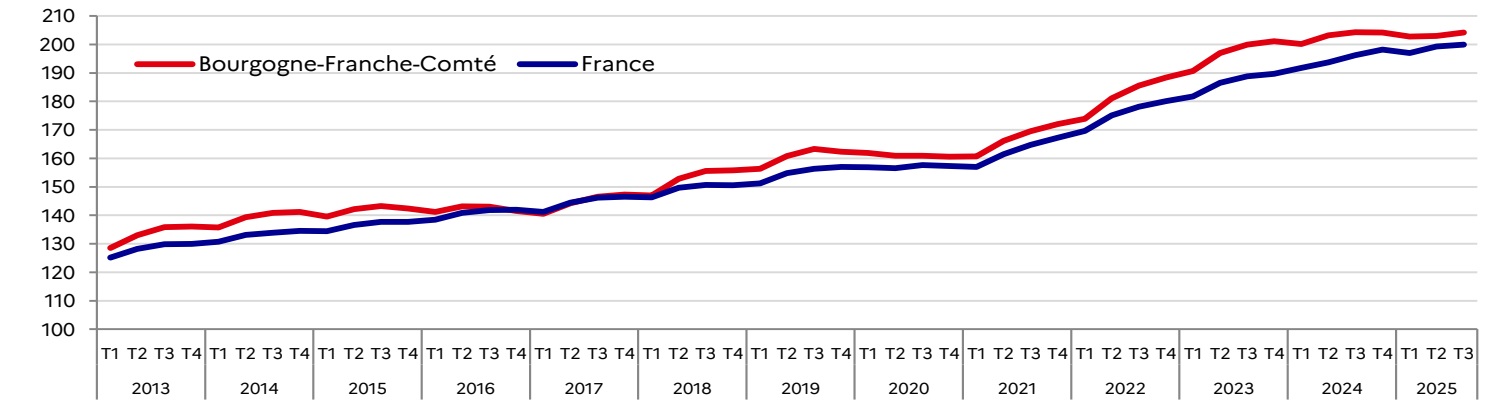
Nombre de travailleurs frontaliers dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

3 ^{ème} trimestre 2025	Actifs en emploi RP 2022	Emploi salarié (y compris intérim)					Travailleurs frontaliers (vers la Suisse)				
		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle		Effectif (en nbre)	Part (en %)	Evol. Trim. (en %)	Evol. Annuelle	
					en nbre	en %				en nbre	en %
Côte d'Or	228 670	223 470	22,6	-0,5	-2 010	-0,9	250	0,5	+2,0	-9	-3,5
Doubs	230 293	197 150	19,9	-0,2	-1 870	-0,9	34 162	71,0	+0,6	-5	-0,0
Jura	107 034	87 400	8,8	-0,1	-320	-0,4	7 858	16,3	0,0	+47	+0,6
Nièvre	71 592	63 870	6,5	-0,3	-590	-0,9	27	0,1	+8,0	+4	+17,4
Haute-Saône	93 962	68 360	6,9	-0,1	-460	-0,7	807	1,7	+2,2	-6	-0,7
Saône-et-Loire	214 640	191 530	19,4	-0,2	-2 600	-1,3	256	0,5	+2,0	+14	+5,8
Yonne	128 463	109 470	11,1	-0,3	-220	-0,2	42	0,1	+5,0	+5	+13,5
Territoire de Belfort	55 890	48 180	4,9	-0,5	-780	-1,6	4 736	9,8	+1,3	-73	-1,5
BFC	1 130 545	989 450	100,0	-0,3	-8 860	-0,9	48 138	100,0	+0,6	-23	-0,0

Sources : Insee - RP ; Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee (données CVS) ; Office Fédéral de la Statistique

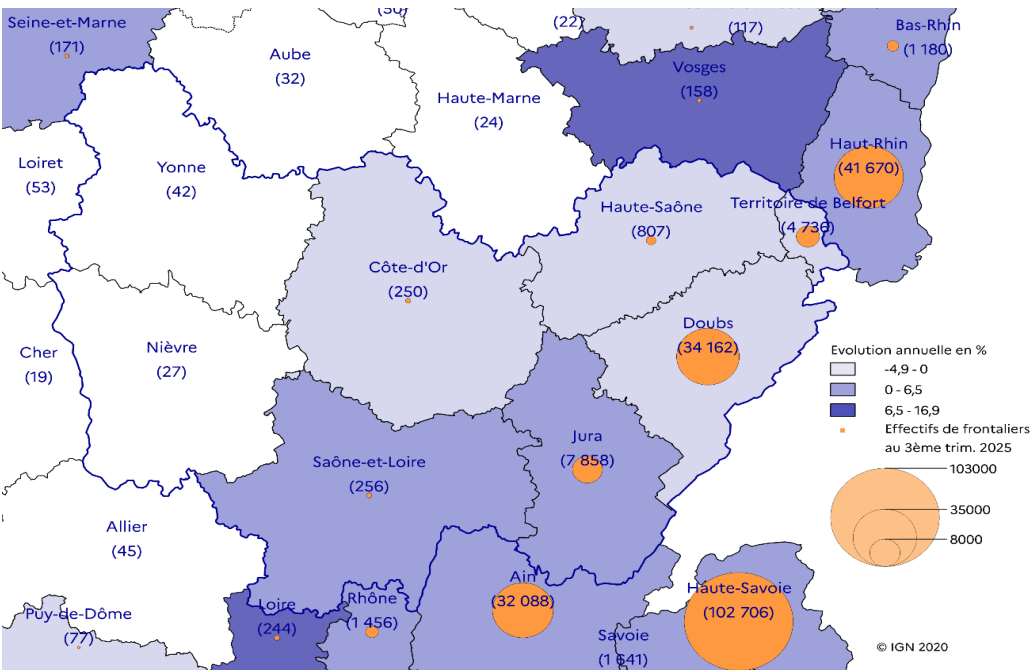
Evolution du nombre de travailleurs frontaliers résidant en Bourgogne-Franche-Comté ou en France et travaillant en Suisse

(Indice base 100 au 1er trim. 2008)



Source : OFS

Travailleurs frontaliers (vers la Suisse) en volume et en évolution sur un an



Lecture : L'emploi frontalier vers la Suisse est stable dans le Doubs. Ce département comptabilise 34 162 travailleurs frontaliers vers la Suisse.
Champ : Départements pour lesquels l'emploi frontalier vers la Suisse est supérieur à 100 personnes.
Source : Office Fédéral de la Statistique

Les prestations de solidarité et d'insertion

Nombre de foyers allocataires dans les départements de Bourgogne-Franche-Comté

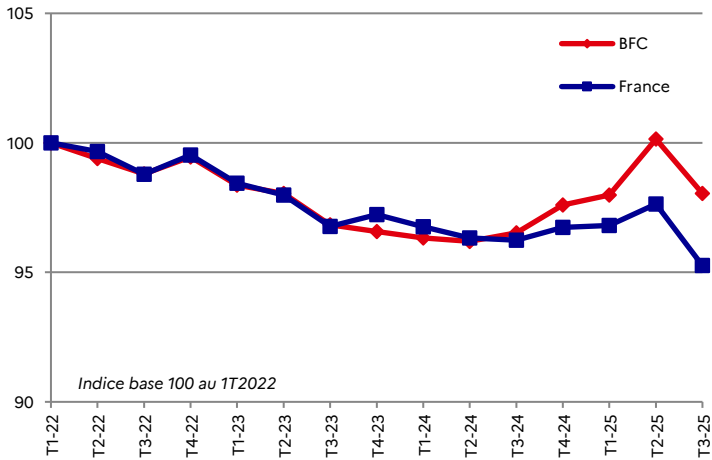
3 ^{ème} trimestre 2025	RSA		Prime d'activité		AAH		ASS (au 2T 2025)	
	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de foyers	Evol.	Nbre de pers.	Evol.	Nbre de pers.	Evol.
	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle	bénéficiaires*	annuelle
données brutes provisoires								
Côte d'Or	10 307	+5,5	38 650	0,0	9 277	+1,0	1 550	+13,4
Doubs	12 867	+2,8	33 060	-0,4	10 380	-0,6	1 737	+18,1
Jura	3 497	+1,6	15 463	-0,9	5 540	-0,5	627	+16,8
Nièvre	5 623	+0,1	13 550	-1,4	6 560	+0,4	777	+11,0
Haute-Saône	3 957	-0,8	15 013	-1,4	6 050	0,0	887	+6,8
Saône-et-Loire	9 243	-1,4	36 467	-1,2	12 927	+1,0	1 703	+3,7
Yonne	8 730	+1,0	23 113	-0,5	7 593	-3,3	1 243	+17,3
Territoire de Belfort	4 160	+0,9	9 527	-0,7	2 907	+5,8	673	+13,5
BFC	58 384	+1,6	184 843	-0,7	61 234	+0,1	9 197	+12,2

* Moyenne trimestrielle.

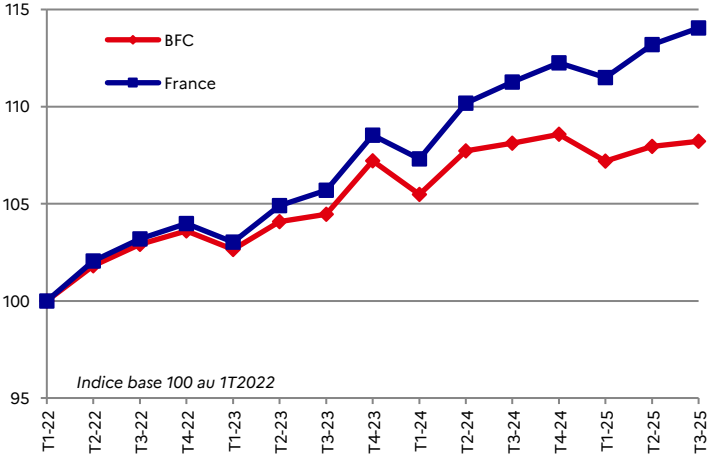
- **RSA (Revenu de Solidarité Active) et prime d'activité :**
Champ : France, tous régimes (Cnaf et MSA). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire pour les données de la Cnaf et sur son lieu de résidence pour les données de la MSA.
- **AAH (Allocation aux Adultes Handicapés) :**
Champ : France, Cnaf (97 % des allocataires de l'AAH relèvent des Caf). La localisation géographique s'appuie sur le lieu de gestion du dossier de l'allocataire.
- **ASS (Allocation de Solidarité Spécifique) :**
Champ : France. La localisation géographique s'appuie sur le lieu de résidence de l'allocataire.

Sources : Cnaf, Allstat FR6 et FR2, traitements DREES ; MSA ; France Travail, FNA.

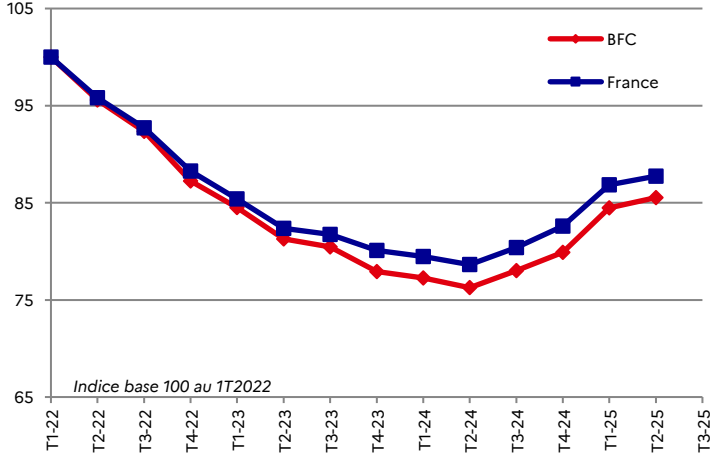
Nombre de foyers bénéficiaires du RSA



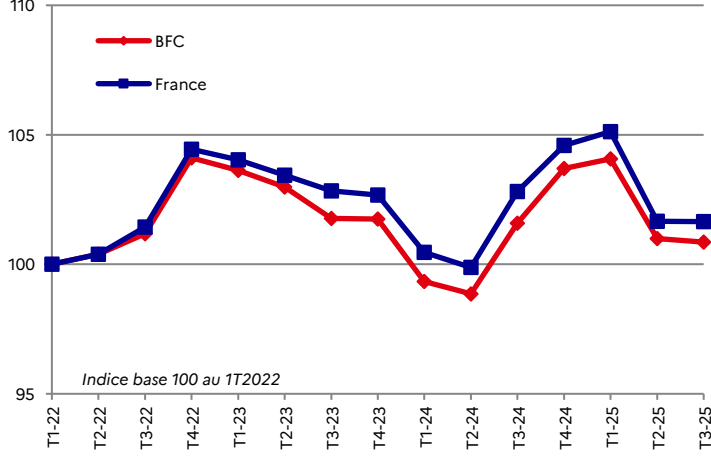
Nombre d'allocataires de l'AAH



Nombre d'allocataires de l'ASS



Nombre de foyers bénéficiaires de la prime d'activité



Les données départementales

Les demandeurs d'emploi

Données CVS-CJO	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
DEFM Cat. A - 4 ^{ème} Trim. 25	20 110	25 110	8 870	7 310	9 080	21 290	14 010	7 650	113 420
Variation (en %) sur 1 Trim.	+3,4	+3,8	+4,5	+2,4	+4,2	+3,8	+4,9	+3,1	+3,8
Variation (en %) sur 1 an	+6,3	+7,7	+9,6	+7,3	+7,6	+6,4	+5,7	+3,8	+6,8
Hommes	10 360	13 660	4 710	3 950	4 780	10 840	7 450	4 030	59 780
Femmes	9 750	11 450	4 150	3 360	4 300	10 440	6 560	3 620	53 640
<25 ans	3 370	4 180	1 560	1 340	1 580	3 590	2 420	1 300	19 350
25-49 ans	11 580	14 650	4 830	3 920	4 920	11 510	7 680	4 380	63 480
>50 ans	5 160	6 280	2 480	2 050	2 570	6 190	3 910	1 960	30 590
DELD (Cat. A, B, C)	17 530	19 640	7 360	5 770	7 620	19 220	11 580	5 620	94 330
Taux de chômage 3 ^{ème} Trim. 25	6,0	7,5	5,6	7,1	6,9	6,8	7,6	9,3	6,9

Source : France Travail-Dares, STMT, traitements Dares ; Insee

Les difficultés d'entreprises

	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Défaillances 4 ^{ème} Trim. 25									
Nbre ouvertures procédures	107	109	60	50	30	106	98	30	590
Evolution annuelle (en %)	-17,7	+38,0	+33,3	-9,1	-18,9	+21,8	+48,5	-6,3	+11,1
Trav. Temporaire 3 ^{ème} Trim. 25									
Effectifs	5 740	6 910	3 000	1 600	3 040	6 500	4 200	1 180	32 170
Evol./trim. précédent (en %)	-5,3	+0,3	-2,2	+0,6	+0,3	-0,3	+0,7	+1,1	-1,0
Activité Partielle 3 ^{ème} Trim. 25									
Nbre d'heures consommées	14 769	20 452	18 361	7 970	10 297	14 224	9 885	6 482	102 440
Evol./trim. précédent (en nbre)	+8 689	-68 599	-12 653	-14 886	-23 087	-14 134	-5 180	-10 193	-140 043

Sources : Défaillances : Société ALTARES-BODACC ; Travail temporaire : DARES (DSN) et France Travail ; Activité partielle : DARES/Dreets BFC

Les politiques d'emploi

Données provisoires	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
PEC 2 ^{ème} Trim. 25	13	35	30	21	27	31	26	15	198
Cumul 2025	78	159	93	94	113	166	98	62	864
PACEA 4 ^{ème} Trim. 25	548	628	216	257	365	871	414	235	3 534
Cumul 2025	2 093	2 146	694	884	1 179	2 751	1 187	777	11 711
IAE 2 ^{ème} Trim. 25	320	542	255	203	190	412	390	122	2 434
Cumul 2025	591	969	514	388	311	839	677	247	4 536
Apprentissage 3 ^{ème} Trim. 25	5 562	5 034	2 049	1 332	1 523	4 228	2 187	1 017	22 932
Cumul 2025	6 163	5 490	2 221	1 516	1 667	4 637	2 424	1 115	25 233

Sources : CAE-PEC : DGEFP ; PACEA : I-Milo et DGEFP ; IAE : ASP, traitement DARES ; Apprentissage : DARES-SIA - Tous secteurs au lieu de l'établissement employeur

Les effectifs salariés dans les grands secteurs d'activité

Emploi salarié total (marchand et non marchand)

3 ^{ème} Trim. 2025	Côte d'Or	Doubs	Jura	Nièvre	Hte-Saône	Saône-et-L.	Yonne	T.de Belfort	BFC
Agriculture :									
Effectif	6 020	1 840	2 210	1 340	1 310	3 660	3 250	110	19 720
Evol./trim. Précédent	-9,5	-1,3	+14,7	+0,4	-1,6	-10,6	-3,0	-3,0	-4,5
Industrie :									
Effectif	27 120	38 090	18 930	8 360	15 220	34 610	17 190	6 860	166 370
Evol./trim. Précédent	-0,0	-0,6	+0,0	-1,4	+0,1	+0,7	-0,4	-0,4	-0,1
Construction :									
Effectif	12 540	9 600	5 400	3 100	3 340	11 140	5 680	2 020	52 820
Evol./trim. Précédent	-1,0	-0,3	+0,1	-0,8	+0,1	+1,0	+0,1	-1,0	-0,2
Tertiaire (y compris intérim) :									
Effectif	177 800	147 630	60 860	51 080	48 500	142 120	83 360	39 190	750 530
Evol./trim. Précédent	-0,2	-0,1	-0,7	-0,1	-0,1	-0,2	-0,2	-0,4	-0,2
Total :									
Effectif	223 470	197 150	87 400	63 870	68 360	191 530	109 470	48 180	989 450
Evol./trim. Précédent	-0,5	-0,2	-0,1	-0,3	-0,1	-0,2	-0,3	-0,5	-0,3

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee - données CVS